

**Résolution du 3 février 2026 de Mmes et MM. Jean Burgermeister, Brigitte Studer, Jessica Pini, Adeline Suter, Charlotte Meierhofer, Livia Zbinden, Christian Zaugg, Rémy Pagani, Tobias Schnebli, Olivier Baud, Julia Gosse, Olivier Gurtner, Yves Herren, Valentin Dujoux, Boris Calame, Fabienne Beaud, Cyril Alispach et Emmanuel Deonna: «L’initiative anti-SSR fait courir un risque majeur sur la démocratie, l’emploi, la culture et le sport».**

*(acceptée par le Conseil municipal lors de la séance du 4 février 2026)*

## RÉSOLUTION

### *Exposé des motifs*

Derrière son titre trompeur, l’initiative anti-SSR «200 francs ça suffit» vise à démanteler le service public audiovisuel suisse. Elle prévoit de réduire par deux le budget de la SSR (qui comprend RTS, SRF, RSI et RTR), ce qui se soldera inévitablement par une suppression de la plupart des programmes et un plan de licenciements massifs. La SSR joue un rôle essentiel de service public. Elle fournit des informations de toutes les régions de Suisse et dans les quatre langues nationales. Elle donne la parole aux élu.e.s de tous partis et toutes régions, et à divers acteurs de la société. Elle informe sur les résultats sportifs des fédérations nationales mais aussi régionales. Elle alerte sur les catastrophes naturelles et parle de cette terre et de tous ses habitants.

Les conséquences d’une acceptation de l’initiative seraient particulièrement délétères pour les régions linguistiques minoritaires, car une telle coupe budgétaire engendrerait nécessairement une centralisation de la SSR, depuis Zurich, au détriment de sa présence en Suisse romande, au Tessin et dans le territoire romanche.

Les conséquences sur l’emploi seraient dramatiques, puisque 6000 emplois sont menacés. C’est particulièrement vrai à Genève, où la RTS emploie près de 1200 personnes. Mais les répercussions seraient également brutales pour les milieux du sport et de la culture, qui dépendent de la RTS pour la promotion des événements locaux. Ce n’est d’ailleurs pas un hasard si ces milieux sont vent debout contre l’initiative.

Enfin, le démantèlement de la SSR paverait la voie à un paysage médiatique dominé par des privés, et à une concentration accrue des médias. La concentration des médias est déjà une réalité en Suisse. TX Group, anciennement Tamedia, détient 24 Heures, Tribune de Genève, Le Matin dimanche, ainsi que des dizaines de titres germanophones. En Suisse alémanique, le milliardaire UDC Christoph Blocher joue un rôle central dans le paysage médiatique. Après avoir acquis la Weltwoche, il a acheté des actions de la Basler Zeitung qu’il a ensuite revendues pour mettre la main sur le groupe Zehnder et ses dizaines de journaux gratuits alémaniques. En 2018, Blocher a élargi son influence à la Suisse romande en prenant part au capital du GHI et de Lausanne Cités. Le groupe Meta, détenu par le multimilliardaire américain Mark Zuckerberg, serait le 4<sup>e</sup> groupe le plus influent de Suisse, selon Monitoring médias

Suisse. Si les milliardaires achètent des médias, c'est pour défendre activement leurs intérêts, si besoin en utilisant des fake news ou en attisant la haine et l'intolérance.

Pour toutes ces raisons, il est important que notre conseil se prononce sur une initiative dangereuse pour la démocratie, le sport, la culture et les emplois.

Considérant:

- l'initiative «200 francs ça suffit», sur laquelle la population est appelée à voter le 8 mars, et qui prévoit de diviser par deux le budget de la SSR, ce qui représente une coupe budgétaire de 850 millions, équivalent à deux fois le budget annuel de la RTS;
- que les régions linguistiques minoritaires sont particulièrement menacées par cette initiative, puisqu'elle engendrerait inévitablement une centralisation de la SSR, depuis Zurich;
- les conséquences délétères pour le débat démocratique en Suisse romande et à Genève en cas d'acceptation;
- la menace que fait planer l'initiative sur une information libre et de qualité, accessible à toutes et tous;
- le danger pour la démocratie que représente la concentration des médias aux mains d'une poignée de multimilliardaires;
- le processus de concentration des médias déjà en cours en Suisse romande, et les conséquences sur le débat démocratique;
- l'importance du service public audiovisuel, en particulier dans une période caractérisée par la montée des tensions internationales et la hausse des «fake news»;
- le rôle central que joue la SSR dans le soutien et la promotion de la culture – notamment les productions audiovisuelles locales – et du sport en Suisse romande et à Genève;
- que la RTS emploie environ 1200 personnes à Genève et qu'une majorité de ces emplois serait supprimée en cas d'acceptation de l'initiative;
- la responsabilité particulière de la Ville de Genève sur le sujet, en raison de la présence d'un bâtiment de la RTS sur notre territoire,

le Conseil municipal:

- dénonce les conséquences délétères, sur l'emploi, la culture, le sport et la démocratie, qu'engendrerait une application de l'initiative «200 francs ça suffit»;
- rappelle l'importance du rôle de service public joué par la SSR, qui diffuse une information de qualité, promeut la culture locale ainsi que le sport.